

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une délégation de huit députés membres de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'opération Serval au Mali, créée début 2013, s'est rendue en déplacement au Mali, du mardi 23 au dimanche 28 avril 2013. Cette délégation était composée de Mme Patricia Adam, présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées et présidente de la mission, M. Christophe Guilloteau, co-rapporteur, Mme Edith Gueugneau et MM. Bernard Deflesselles, Philippe Folliot, Marc Laffineur, Jean-Pierre Maggi et Jacques Moignard.

Au lendemain du vote unanime de l'Assemblée nationale sur la déclaration du Gouvernement relative à l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises au Mali, l'objectif était de rencontrer les militaires français en opération afin d'évoquer les missions qui leur sont confiées, de se déplacer sur le terrain pour mieux appréhender les conditions concrètes de leur engagement et du début de leur retrait, de dresser un premier « retour d'expérience » de l'opération Serval et d'établir plus largement l'ensemble des contacts utiles avec les autorités politiques et militaires concernées de ce pays ami.

Un programme très dense de visites et de rencontres avec les forces a permis aux députés de la délégation de discuter librement avec les militaires français, qui ont toujours témoigné avec enthousiasme de leur légitime fierté de servir leur pays, dans des conditions souvent extrêmement éprouvantes, et de contribuer ainsi au succès d'une opération militaire remarquable à bien des égards et saluée dans le monde entier.

La visite du poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) de Bamako en compagnie du général de Saint-Quentin, commandant des forces françaises de l'opération Serval, la rencontre à Tessalit et Gao avec le général Barrera, commandant de la brigade Serval, et les forces déployées dans la zone, le survol en hélicoptère Puma de la zone de l'Adrar des Ifoghas et la visite de Gao en véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) ont été autant d'occasions de mesurer le professionnalisme de nos militaires, leur sens de l'engagement et leur détermination.



Rencontre avec le général de Saint-Quentin, commandant des forces françaises de l'opération Serval

Les membres de la délégation leur ont renouvelé vivement la confiance et le soutien de l'ensemble de la représentation nationale et les ont félicités pour le travail exemplaire qu'ils ont accompli depuis le début de l'opération Serval.

Par ailleurs, une réception à l'école de maintien de la paix (EMP) de Bamako, la visite de la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM) à Koulikoro, des rencontres avec des membres des forces de la MISMA, ainsi qu'un entretien avec le Général Yamoussa Camara, ministre de la Défense et des anciens combattants, ont permis de mieux mesurer l'implication de l'ensemble de la communauté internationale dans la formation des cadres maliens, la forte implication des forces armées maliennes et africaines dans le combat contre les groupes djihadistes armés et le rôle de l'Union européenne dans la formation de la future armée malienne, qui devra certainement être prolongée au-delà du mandat actuel. Les limites des contributions opérationnelles et budgétaires de nos partenaires de l'Union européenne ont également pu être constatées.



Rencontre avec le général Yamoussa Camara, ministre de la défense et des anciens combattants

Outre une réunion de travail avec M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense en visite au Mali et des rencontres à l'ambassade de France avec des représentants de l'importante communauté française présente au Mali, les conditions de sortie de crise et de renaissance du Mali ont été abordées lors de contacts au plus haut niveau politique, avec le Premier ministre, M. Diango Cissoko, le Secrétaire général de la Présidence, M. Ousmane Sy, et le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, M. Assarid Ag Imbarkaouane.



Rencontre avec M. Ousmane Sy, Secrétaire général de la Présidence

Ces contacts extrêmement fructueux ont été l'occasion de réaffirmer la volonté des parlementaires de la mission de voir prospérer la « commission dialogue et réconciliation » (CDR) et la mise en place la feuille de route pour la transition, en privilégiant, dans le respect de l'intangibilité des frontières, du renoncement aux armes et de la laïcité, la voie du dialogue avec le Nord. L'organisation d'élections présidentielles avant la fin du mois de juillet afin de doter les institutions maliennes d'autorités à la légitimité renouvelée apparaît plus que jamais indispensable.